

Affaire Baraona - arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.

Registry of the Court, Council of Europe - EUR

Description: -

-

Architecture -- Psychological aspects.

Lost architecture.

Architecture -- Conservation and restoration.

Buildings -- Remodeling for other use.

Architecture, Modern -- 20th century.

Quintets (Oboe, harp, violin, viola, violoncello)

Agriculture -- Russia.

Due process of law -- Portugal.

Equality before the law -- Portugal.

Baraona, Joachim, -- 1930- -- Trials, litigation, etc. Affaire Baraona -
arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.

-

Monografías del Museo Nacional de Ciencias Naturales -- 17.

Monografías / Museo Nacional de Ciencias Naturales, Consejo

Superior de Investigaciones Científicas -- 17

Publications of the European Court of Human Rights. Series A,
Judgments and decisions -- 122 Affaire Baraona - arrêt du 8 juillet
1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.

Notes: Text in English and French on opposite pages numbered in
duplicate.

This edition was published in 1987



Filesize: 54.610 MB

Tags: #Université #Panthéon

AFFAIRE BARAONA c. PORTUGAL

C est ainsi que le professeur Sudre a souligné que le contrôle de conformité du droit interne au droit international était «plus rituel que susceptible d engendrer un contrôle réel».

Université Panthéon

Royaume-Uni, 21 février 1975, A Procès et procédure sont parfois employés comme synonymes, c est pourquoi l on peut parler de droit au procès équitable au sens de droit à une procédure judiciaire équitable. La seconde démarche, elle, consiste à essayer de déterminer la conviction personnelle du juge en telle occasion : cette impartialité subjective, parfois qualifiée de personnelle par rapport à l impartialité fonctionnelle ou objective, se présume jusqu à preuve contraire 267. Nous écarterons successivement ces arguments parce que les décisions de justice nationales peuvent faire l objet d un contrôle international de légalité interne, y compris les jugements manifestement injustes, lorsque le droit international renvoie au droit interne en faisant de l irrégularité de l application du droit interne un motif d illicéité internationale.

Affaire Baraona : arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987 in SearchWorks catalog

Ceci explique en partie que les différents travaux de codification sur la question n aient pas emporté d adhésion générale, et que la Commission du droit international ait adopté une nouvelle approche de la question à la suite du Rapporteur Ago, à partir de 1963, refusant de limiter les travaux de codification du droit de la responsabilité internationale des Etats aux actes préjudiciables aux étrangers parce qu une vision aussi étroite de la question n était pas justifiée par la spécificité de la violation de l obligation de protection des étrangers, et empêchait même la systématisation nécessaire du lien entre fait illicite et responsabilité internationale de l Etat Position du Rapporteur Ago Pour R. Jean COMBACAU, professeur émérite de l Université Panthéon-Assas Paris II, directeur de thèse M.

De l'influence (néfaste) de la diplomatie sur le droit pénal international français : à propos de l'arrêt Ivan du 8 décembre 2009, par Jonathan Quiroga

C est aussi ce que le Tribunal Pénal pour l ex-yougoslavie a rappelé plus récemment dans l affaire Tadić 242, en se référant pour cela au Pacte

international relatif aux droits civils et politiques de 1966 et à la jurisprudence de la Convention européenne des droits de l'homme 243, précisant que les garanties spécifiques du procès équitable en matière pénale s'ajoutent aux garanties de sauvegarde générale de la bonne justice et s'inspirent de la même idée. Cet encadrement passe non seulement par la définition précise de ce qu'il faut entendre par jugement déraisonnable, mais aussi par la délimitation des conditions de reconnaissance du déni de justice substantiel.

De l'influence (néfaste) de la diplomatie sur le droit pénal international français : à propos de l'arrêt Ivan du 8 décembre 2009, par Jonathan Quiroga

En effet, le contrôle indirect de la licéité internationale des jugements nationaux doit être admis dès lors que le droit international renvoie au droit interne, quelle que soit la nature de la disposition internationale à l'origine du renvoi Voir l'arrêt *Edwards c.* Au sujet des revenus provenant des consommations au bar, il ressort des pièces du dossier que le bar était en fait exploité par la fille du requérant et que les revenus y relatifs figuraient sur la déclaration fiscale de celle-ci. Cependant, si le point de vue de l'accusé entre en ligne de compte pour apprécier l'existence d'une raison légitime de craindre un défaut d'impartialité, il ne joue pas pour autant un rôle décisif, l'élément déterminant consistant à savoir si les appréhensions de l'intéressé peuvent passer pour objectivement justifiées.

EUR

D'où la nécessité de reconnaître un droit au recours aux tribunaux locaux en cas d'atteinte à ces droits, pour garantir leur mise en œuvre dans l'ordre juridique interne par la réparation de leur violation éventuelle. Nous étudierons donc successivement la notion de déni de justice substantiel en droit coutumier chapitre 1 et en droit conventionnel chapitre 2. Les mémoires du Gouvernement et du requérant sont arrivés au greffe les 27 et 30 juin 1986, respectivement; le 22 juillet, le secrétaire de la Commission a informé le greffier que le délégué formulerait ses observations lors des audiences.

CURIA

La notion de déni de justice substantiel est essentiellement propre au droit coutumier. Les difficultés étaient en effet d'abord d'ordre terminologique, plusieurs qualifications correspondant à un même fait et plusieurs faits à une même qualification, le déni de justice étant souvent assimilé à l'épuisement vain des voies de recours internes. GRÈCE CASE OF IATRIDIS v.

Related Books

- [Patient exposure due to bitewing radiography](#)
- [Living past - the great civilizations of mankind](#)
- [Overseas Trade Statistics of the United Kingdom with Countries Outside the European Community \(Extra](#)
- [Free trade convention - memorial of a committee appointed by the Free Trade Convention, held in Phil](#)
- [Qādā wa-al-quḍāh fī al-Islām](#)